

Cote du document: EB 2017/120/R.13/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 9) b)  
Date: 10 avril 2017  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de prêt à la République socialiste démocratique de Sri Lanka pour le Programme de partenariats avec les petites agro-industries

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard  
Chargé de programme de pays  
Division Asie et Pacifique  
téléphone: +39 06 5459 2298  
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner  
Chef du Bureau  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingtième session  
Rome, 10-11 avril 2017

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du programme	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du programme	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du programme	8
A. Coût du programme	8
B. Financement du programme	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	12
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

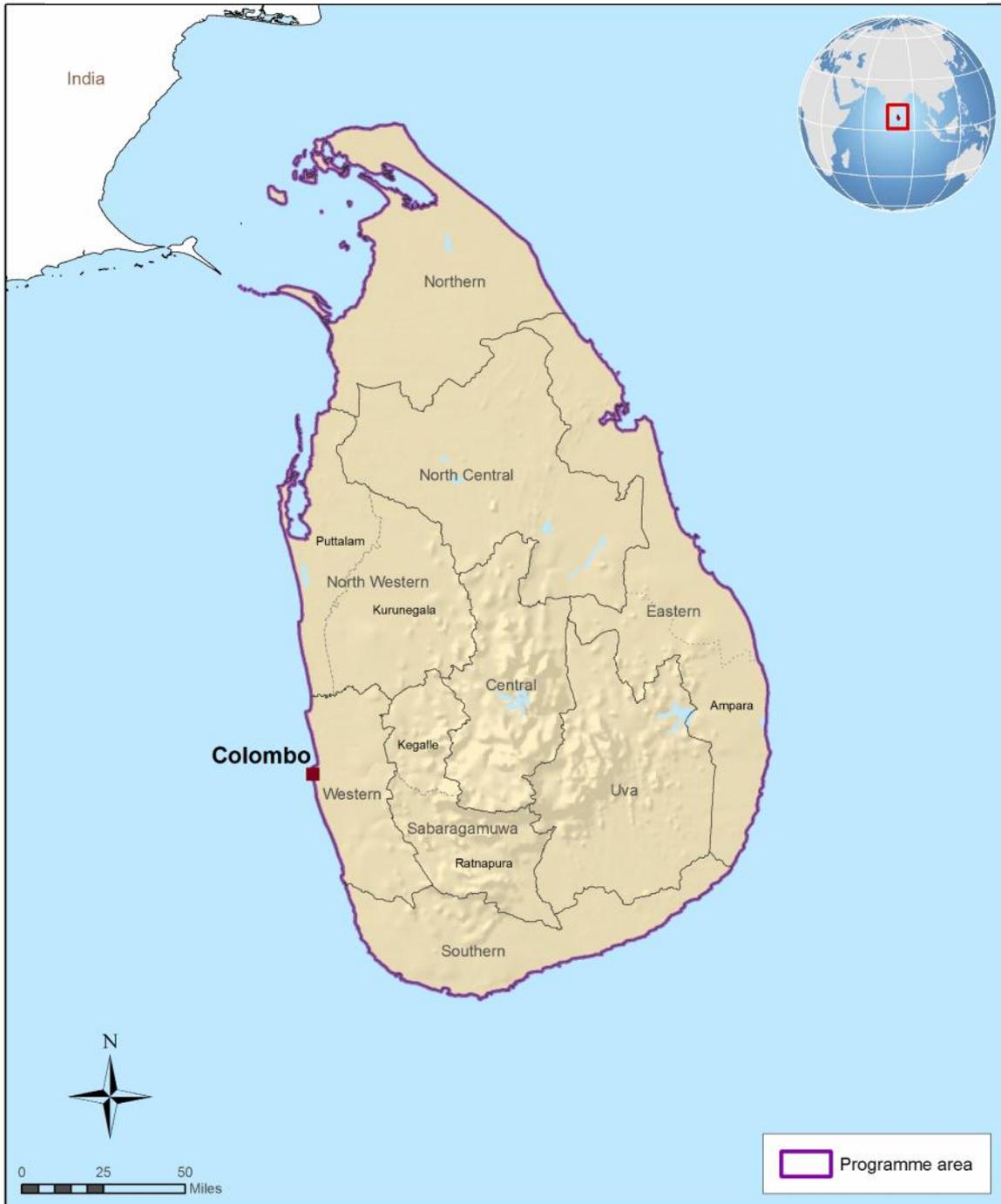
## Sigles et acronymes

NADeP	Programme national de développement des entreprises agroalimentaires
OP	Organisation paysanne
4P	Partenariat public/privé/producteurs
SAP	Programme de partenariats avec les petites agro-industries
S&E	Suivi-évaluation
UGP	Unité de gestion du programme

## Sri Lanka

### Programme de partenariats avec les petites agro-industries (SAP)

Rapport du Président



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.  
Source: FIDA 02.02.2017

# République socialiste démocratique de Sri Lanka

## Programme de partenariats avec les petites agro-industries

### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République socialiste démocratique de Sri Lanka
<b>Organisme d'exécution:</b>	Secrétariat du Président
<b>Coût total du programme:</b>	105 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	33,7 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Conditions mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
<b>Déficit de financement:</b>	20,7 millions d'USD
<b>Cofinanceurs:</b>	Sociétés privées et institutions financières
<b>Montant du cofinancement:</b>	Partenaires du secteur privé: 17 millions d'USD Institutions financières participantes: 9,8 millions d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	19,4 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	4,5 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République socialiste démocratique de Sri Lanka pour le Programme de partenariats avec les petites agro-industries, telle qu'elle figure au paragraphe 56.

# Rapport du Président concernant une proposition de prêt à la République socialiste démocratique de Sri Lanka pour le Programme de partenariats avec les petites agro-industries

## I. Contexte stratégique et justification

### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Ces dernières années, l'économie sri-lankaise a continué de croître à un rythme régulier, qui se situe actuellement entre 6 et 7% en moyenne. Sri Lanka est aujourd'hui un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont la population est estimée à 20,5 millions de personnes et le PIB par habitant à 3 811 USD. Même si la pauvreté a diminué du fait de la croissance, 32% de la population reste proche ou en dessous du seuil de pauvreté (respectivement 25% et 7% de la population). La grande majorité des pauvres (87%), qui vivent dans des zones rurales et dans les plantations, sont très dépendants du secteur agricole. Les groupes de population les plus touchés par la pauvreté sont les petits agriculteurs, les ouvriers qui travaillent dans les plantations, les travailleurs sous-employés et sans terre, en particulier les jeunes (qui représentent 24% de la population totale) et les femmes.
2. La sécurité alimentaire s'est nettement améliorée, et le pays se classe aujourd'hui devant tous les autres pays d'Asie du Sud. La sécurisation de l'approvisionnement national en produits alimentaires n'a cependant pas permis de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages de tous les segments de la population, en particulier des groupes vulnérables d'un point de vue social et nutritionnel. La sous-alimentation reste préoccupante, comme en témoignent le taux de retard de croissance de 15-% et le taux de cachexie de 21% chez les enfants de moins de cinq ans.
3. À Sri Lanka, le secteur agricole se caractérise par les sous-secteurs des cultures en plantation (principalement le thé, le caoutchouc et la noix de coco) et hors plantation (principalement le riz, le maïs, les fruits, les légumes et d'autres cultures de petites exploitations). En dépit de la diminution de la part qu'elle représente dans le PIB, l'agriculture reste la clé de voûte de l'économie et représente une source importante d'emplois. Même si ce secteur a contribué à réduire la pauvreté, la pérennité des gains n'est pas garantie et restera modérée faute d'une amélioration de la productivité et d'une modernisation de l'agriculture moyennant la diversification, l'ajout de valeur, l'amélioration de la commercialisation et la compétitivité sur les marchés.
4. Bien que l'amélioration de la compétitivité du secteur agricole ait posé un certain nombre de problèmes, le potentiel commercial des produits agricoles sri-lankais est significatif, tant sur les marchés locaux qu'à l'exportation. Le secteur privé, qui affiche de plus en plus clairement sa volonté de s'associer avec des petits

producteurs agricoles pour profiter de ces opportunités commerciales, participe à des partenariats public-privé-producteurs (4P).

## B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Ces dernières années, le programme de pays et les investissements du FIDA ont été précisés et recentrés à l'appui des priorités nationales, comme le montre le dernier programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) pour la période 2015-2020. Fort de l'expérience de partenariat entre le FIDA et le Gouvernement sri-lankais, en particulier des efforts récemment déployés dans le cadre du Programme national de développement des entreprises agroalimentaires (NADeP), en cours d'exécution, afin de promouvoir l'agroalimentaire et de faciliter l'engagement du secteur privé et du secteur financier, le gouvernement a demandé l'aide du FIDA pour financer un nouveau programme visant à moderniser le secteur agricole, dans le cadre duquel l'engagement des organisations de producteurs et d'agriculteurs et la mobilisation de l'investissement des secteurs privé et financier seront renforcés. Parmi les mesures complémentaires figurent l'appui à la mise en place d'un environnement réglementaire plus propice à l'accès au financement rural et à l'inclusion financière.
6. Le Programme de partenariats avec les petites agro-industries (SAP) est donc un outil essentiel qui permettra au FIDA et au gouvernement de mener à terme les priorités du cadre réglementaire national et de l'environnement rural (activité commerciale) et institutionnel en pleine évolution. En termes d'inclusion des petits producteurs agricoles et des avantages que ceux-ci pourraient en retirer, le programme se justifie comme suit: i) il est réactif et en adéquation avec le programme de développement rural et les priorités en la matière, à savoir l'amélioration de la compétitivité du secteur agricole et rural au profit d'une croissance inclusive; ii) l'environnement institutionnel est de plus en plus favorable et propice à l'établissement et à l'élargissement de partenariats 4P; iii) le programme est conçu pour saisir les opportunités commerciales, existantes et nouvelles, notamment moyennant l'obtention et la mobilisation d'investissements financiers; iv) les résultats et les enseignements tirés du NADeP peuvent être mis à profit pour améliorer l'efficacité du modèle 4P et multiplier les avantages pour la population rurale pauvre; et v) le SAP représente une occasion unique de promouvoir le dialogue entre les parties prenantes nationales en matière d'environnement réglementaire pour l'agro-industrie approvisionnée par des petits producteurs.

## II. Description du programme

### A. Zone d'intervention et groupe cible

7. Le programme aura une couverture nationale et accordera, tout au long du processus d'évaluation, une attention particulière et une préférence aux districts à faible revenu et à fort potentiel de production agricole. Le programme est axé sur la demande et il sera essentiel de pouvoir compter sur la volonté et l'engagement des parties prenantes (agro-industrie et acteurs de la filière, y compris le secteur privé et les organisations d'agriculteurs et de producteurs).
8. Le groupe cible du programme comprend 57 500 ménages ruraux pauvres (soit 230 000 individus) susceptibles de devenir des acteurs économiques actifs au sein d'un large éventail de filières. On distingue principalement trois sous-groupes cibles: i) 35 000 ménages de nouveaux producteurs ruraux (possédant moins de 1 ha de terre et tirant au moins 50% de leurs revenus de l'agriculture) qui verront leurs possibilités de revenu s'accroître du fait de leur participation à des partenariats 4P, tout du moins pour 4 000 ménages regroupés en 70 organisations de producteurs/d'agriculteurs; ii) 20 000 ménages participant à des partenariats 4P dans le cadre du NADeP, et auxquels le SAP offrira un appui sous la forme d'un accès à des crédits de fonds de roulement saisonniers pour assurer la viabilité de leurs systèmes de

production; et iii) 2 500 jeunes (femmes et hommes) pauvres qui seront accompagnés dans leurs efforts pour devenir entrepreneurs afin de répondre à la demande de produits ou de services générée tout au long de la chaîne de valeur et en complément des partenariats 4P (ces personnes doivent être sans emploi, sans terre ou posséder moins de 1 ha de terre) (pour plus de détails sur le groupe cible, se reporter à la sous-composante 1.1 au paragraphe 13).

## B. Objectif de développement du programme

9. L'objectif de développement du programme est d'augmenter durablement le revenu et la qualité du régime alimentaire de 57 500 ménages de petits agriculteurs (initialement) intervenant dans les systèmes de production et de commercialisation.

## C. Composantes/résultats

10. L'objectif de développement et les résultats escomptés seront atteints par le biais des trois composantes ci-après: i) accès à des partenariats commerciaux; ii) accès à des services de finance rurale; et iii) gestion du programme et concertation sur les politiques.
11. Le programme devrait avoir pour effets directs: i) l'amélioration de l'accès aux marchés des petits agriculteurs et de leurs organisations, en partenariat avec le secteur privé; ii) l'accès de 57 500 ménages bénéficiant de l'appui du SAP à des services financiers ruraux, durablement et à des taux abordables; et iii) l'amélioration de l'environnement politique favorisant le développement équitable et durable de l'agro-industrie approvisionnée par des petits agriculteurs.
12. Composante 1: accès aux partenariats commerciaux. Cette composante s'articule en deux sous-composantes: 1.1. Établissement de partenariats 4P; et 1.2. Renforcement institutionnel et renforcement des capacités des groupements de producteurs (au sein d'un modèle axé sur le marché).
13. Dans le cadre de la sous-composante 1.1, le programme soutiendra l'établissement de partenariats 4P axés sur le marché dans trois catégories: i) nouveaux programmes 4P dirigés par des entreprises privées (21 000 ménages); ii) expansion géographique/de la portée ou reproduction à plus grande échelle de partenariats 4P dans le cadre du NADeP (10 000 ménages); et iii) nouveaux partenariats 4P travaillant expressément avec des organisations de producteurs/d'agriculteurs en tant que parties prenantes dans les partenariats commerciaux 4P (4 000 ménages). L'initiateur des partenariats 4P sera soit une entreprise privée soit une organisation paysanne pouvant prouver l'existence d'un accord commercial avec une entreprise privée. Afin de promouvoir la modernisation de l'agriculture et de réduire les risques, pour les producteurs/agriculteurs, liés à l'utilisation de nouvelles technologies et activités (en particulier celles favorisant la gestion durable des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique), le SAP fournira aux agriculteurs des fonds de démarrage en complément des prêts à terme et de l'investissement du secteur privé, dans le cadre d'un accord de participation d'environ un tiers par rapport à l'investissement commercial global proposé dans le cadre du système 4P; ces fonds de démarrage ne seront accordés qu'aux petits agriculteurs. Pour les nouveaux partenariats 4P expressément forgés avec des organisations paysannes, le programme offrira un soutien supplémentaire sous la forme de fonds de démarrage au niveau du groupe à titre de capital de démarrage (par exemple, pour l'acquisition d'un équipement de petite ou moyenne taille) et de fonds de roulement. Enfin, le SAP proposera également un soutien ciblé aux jeunes ruraux afin d'améliorer leur employabilité ou leur aptitude à devenir des entrepreneurs, en réponse à la demande de produits/services générée sur l'ensemble de la filière et en complément des partenariats 4P. Au départ, les plans d'activité de 2 500 jeunes seront soutenus grâce à l'octroi d'un financement de démarrage.

14. Dans le cadre de la sous-composante 1.2, le programme soutiendra le renforcement des capacités des organisations de producteurs/d'agriculteurs, dans la mesure où cela leur donnera les moyens de devenir de véritables partenaires au sein des programmes 4P et les aidera à prendre des décisions éclairées concernant leur activité. Au niveau du groupe, le financement de démarrage sera complété par un soutien sous la forme de mentorat, de formation, de visites d'échange et d'appui dégressif à la gestion des organisations paysannes (OP).
15. Composante 2: accès au financement rural. La composante s'articulera autour de deux sous-composantes: 2.1. Financement des 4P; et 2.2. Renforcement institutionnel du secteur des services financiers. La composante, qui suit les stratégies, les modes d'intervention et les possibilités d'investissement retenus dans le cadre de la composante 1, a pour objectif de faciliter l'accès aux services financiers ruraux, durablement et à des taux abordables.
16. Dans le cadre de la sous-composante 2.1, le SAP établira une collaboration avec des institutions financières participantes qui peuvent et souhaitent étendre leurs services au secteur rural, en particulier pour répondre aux besoins des groupes cibles soutenus par le programme et cofinancer celui-ci. Grâce à une ligne de crédit du SAP, trois produits seront mis à disposition: i) des prêts destinés à la constitution de fonds de roulement pour les agriculteurs; ii) des crédits à terme aux agriculteurs (pour les investissements); et iii) des prêts aux jeunes.
17. Dans le cadre de la sous-composante 2.2, la Banque centrale de Sri Lanka bénéficiera d'un appui aux fins, d'une part, de l'élaboration et de la diffusion d'une nouvelle réglementation pour le secteur du microfinancement afin d'offrir aux communautés rurales un accès adéquat à ces services, et, d'autre part, de la formation des institutions de microfinancement agréées dans le cadre de cette nouvelle réglementation. En outre, un appui essentiel sera apporté aux institutions financières participantes (banques commerciales et institutions de microfinancement de dépôt) afin d'améliorer leurs capacités en matière de financement rural, de microfinancement et de financement agricole pour les groupes à faible revenu, principalement par le biais d'une formation et d'une assistance technique.
18. Composante 3: gestion du programme et concertation sur les politiques. Cette composante comprend deux sous-composantes: 3.1. Gestion du programme et des savoirs; et 3.2. Concertation sur les politiques.
19. Dans le cadre de la sous-composante 3.1, l'unité de gestion de programme (UGP) existante du NADeP sera restructurée et verra ses capacités renforcées afin de devenir l'UGP du SAP et de s'acquitter de ses principales attributions en matière de planification, de coordination, de vulgarisation et d'intermédiation, et de suivi-évaluation (S&E).
20. Dans le cadre de la sous-composante 3.2, le SAP soutiendra également les activités visant à améliorer l'environnement politique pour un développement équitable et durable de l'agro-industrie approvisionnée par des petits agriculteurs. Pour y parvenir, la concertation sur les politiques interviendra autour de deux grands axes. Premièrement, un rapprochement entre les principales parties prenantes (gouvernement, agro-industrie, prestataires de services financiers et petits agriculteurs) permettra d'identifier collectivement les obstacles à surmonter en termes de politiques et de favoriser le consensus afin de mettre en place les changements nécessaires dans ce domaine. Deuxièmement, le programme tirera de l'exécution les principaux enseignements et succès et les communiquera au gouvernement afin que celui-ci les mette à profit, le cas échéant, pour améliorer les politiques, stratégies et programmes au niveau national.

### III. Exécution du programme

#### A. Approche

21. Les principes fondamentaux qui encadrent et régissent la gestion et la coordination du SAP sont les suivants: i) alignement sur les priorités politiques du gouvernement et soutien en la matière; ii) approche flexible axée sur la demande; iii) adoption d'une approche axée sur le marché et impulsée par le secteur privé; iv) fourniture de services financiers ruraux inclusifs; v) financement conjoint (partage des coûts) et partage des risques; vi) processus de sélection compétitif des partenaires et des plans d'activité viables; vii) autonomisation, organisation et renforcement des petits agriculteurs en tant que partenaires commerciaux; et viii) soutien complémentaire en faveur d'activités professionnelles impulsées par le marché (y compris le travail indépendant) pour des segments spécifiques de la population rurale (par exemple, jeunes sans terre).
22. L'application de ces principes se fera en favorisant l'instauration de partenariats 4P mutuellement bénéfiques (gagnant-gagnant) entre entreprises privées et petits agriculteurs, dans le cadre de plans d'activité 4P. Ces partenariats mettront à profit les enseignements tirés du NADeP et adopteront certaines bonnes pratiques identifiées par le FIDA dans le cadre de l'application de cette approche au niveau mondial.
23. Le financement du plan d'activité 4P (à savoir le plan d'investissement) se fera dans le cadre d'un accord de cofinancement/partage des coûts comprenant: i) des dons de contrepartie accordés au titre du programme; ii) les crédits octroyés par les institutions financières participantes (par le biais de la ligne de crédit soutenue par le programme) dans le cadre de la contribution des bénéficiaires; et iii) la contribution du secteur privé (agro-industrie).

#### B. Cadre organisationnel

24. Le SAP reproduira dans une large mesure la structure institutionnelle et d'exécution du NADeP. L'agent principal du programme est le Secrétariat du Président qui, du fait de son niveau élevé dans la hiérarchie gouvernementale, est le mieux placé pour assurer une mobilisation et une coordination effectives parmi les divers organismes publics (notamment la Banque centrale de Sri Lanka) et avec les partenaires du secteur privé (notamment institutions financières, entreprises, associations, etc.) participant directement au programme ou le soutenant (par exemple, recherche, formation, mobilisation, services de vulgarisation complémentaires, etc.). Les principaux organismes soutenant les OP et les partenariats 4P sont les suivants: Autorité Mahaweli de Sri Lanka (en particulier son réseau et sa structure organisationnelle bien établis), Ministère de l'agriculture, Département de l'agriculture d'exportation, Département de l'agriculture et Office de développement des exportations.
25. La gestion du programme sera confiée à l'UGP, basée à Colombo. Celle-ci travaillera sous la direction d'un comité national de pilotage, présidé par le Secrétaire du Président ou son représentant.

#### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

26. Pour garantir la viabilité du financement des plans d'activité 4P et le renforcement des capacités des groupements d'agriculteurs en vue de leur transformation éventuelle en OP et en entreprises, il est impératif que les parties prenantes procèdent en amont à une planification et une préparation approfondies et mettent en place un système d'évaluation rigoureux. Le plan de travail et budget annuel (PTBA) et le plan de passation des marchés seront les fruits du processus de planification participative et consultative du SAP.

27. Comme le modèle des 4P est encore relativement innovant, un système de S&E sera mis en place pour permettre un suivi et une prise de décision ponctuels et efficaces. L'objectif principal d'un système de S&E est de fournir des données et des informations exhaustives, fréquentes et fiables pour une gestion saine axée sur les résultats. Le système est donc conçu comme un outil de gestion devant promouvoir l'obligation redditionnelle, ce qui permettra à l'UGP de communiquer au gouvernement et au FIDA les résultats en termes de performance et d'impact.
28. Par ailleurs, le système de S&E permettra également d'apporter une contribution au programme d'apprentissage du SAP. Compte tenu du nombre important de parties prenantes du programme et de partenaires 4P, le partage et la gestion des savoirs sont essentiels à une coordination efficace et au suivi d'un modèle de partenariat durable. Ces domaines sont étroitement liés aux efforts en termes de participation à l'élaboration des politiques, dont l'objectif est de veiller à la mise en place d'un cadre politique et réglementaire porteur. L'analyse des données et des informations générées par le système de S&E alimentera la gestion et la diffusion des savoirs, les événements d'apprentissage ainsi que les forums pour la sensibilisation, le plaidoyer et les grandes orientations.

#### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

29. Gestion financière. Les dispositions relatives à la gestion financière qu'il est proposé de mettre en place pour le SAP comprennent plusieurs mesures destinées à ramener les risques à des niveaux acceptables, en veillant à ce que: i) les fonds et les actifs du programme soient utilisés aux fins prévues de manière efficace et efficiente; et ii) des rapports financiers fiables soient préparés et remis dans les délais impartis. Sur la base de l'expérience du NADeP, l'évaluation de la gestion financière a établi que le risque lié à la gestion financière du programme global est modéré.
30. L'agent principal du programme sera responsable de la gestion financière et de la mise en place des procédures satisfaisant aux exigences fiduciaires du FIDA, de manière à garantir que les fonds sont utilisés aux fins prévues. L'UGP du NADeP sera renforcée et transformée afin de devenir une UGP autonome et dédiée au SAP, chargée de l'exécution de toutes les opérations fiduciaires au niveau opérationnel, notamment: la préparation du PTBA et du plan de passation des marchés; la présentation des demandes de retrait d'avances sur le compte désigné afin de couvrir les dépenses du programme sur la base des provisions budgétaires disponibles; la mise à disposition aux partenaires du programme des fonds nécessaires pour exécuter les activités prévues; la préparation des demandes de retrait sur la base des états de dépenses effectives; la tenue du registre des actifs immobilisés; la préparation des états financiers annuels et des rapports financiers trimestriels; la tenue du journal d'audit; et la communication à l'Auditeur général des mesures prises pour résoudre les problèmes soulevés.
31. L'UGP tiendra des comptes séparés pour le programme, conformément aux normes comptables du gouvernement. Les dépenses liées au programme seront enregistrées au moyen d'un logiciel de comptabilité, pour lequel une personnalisation et une formation seront fournies. La comptabilité de caisse des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) a été adoptée en 2002 pour les finances publiques de Sri Lanka. Le passage à la comptabilité d'exercice en 2009 a été facilité par la mise en place de normes comptables de Sri Lanka pour le secteur public (SLPSAS), intégrant actuellement 10 des 38 normes IPSAS. Dans l'attente d'une conformité totale aux normes IPSAS, les états financiers préparés pour le programme seront complétés si nécessaire par des données supplémentaires de façon à fournir les informations minimales requises par les normes de comptabilité internationales.

32. Dispositions relatives aux décaissements et flux de fonds. Un compte désigné libellé en dollars des États-Unis sera ouvert auprès de la Banque centrale de Sri Lanka et géré par la Trésorerie générale. Deux comptes pour les opérations courantes, gérés conjointement par le directeur du programme et le responsable financier, seront ouverts auprès de la Banque de Ceylan ou d'une autre banque désignée par l'emprunteur, respectivement pour les dépenses financées par le FIDA et le Gouvernement de Sri Lanka. Il incombera à l'UGP de veiller à ce que les flux de fonds soient correctement effectués depuis le compte désigné et la Trésorerie générale respectivement, sur la base des demandes d'avance temporaire approuvées par l'agent principal du programme et soumises à la Banque centrale de Sri Lanka par l'intermédiaire de la Trésorerie. Un compte dédié, ouvert auprès de la Banque centrale, sera administré par le Département de développement régional pour les opérations effectuées dans le cadre de la ligne de crédit.
33. Dépenses de démarrage. Dès que l'accord de financement sera entré en vigueur, une avance de démarrage sera accordée afin de faciliter les activités de mise en œuvre en attendant que les conditions de décaissement spécifiées dans l'accord soient réunies. Le plafond de cette avance de démarrage ne pourra pas dépasser 300 000 USD et sera fixé lors des négociations.
34. Audit. Conformément à une circulaire gouvernementale, tous les projets financés par des donateurs doivent prévoir des accords d'audit interne. Le SAP sera inscrit au plan de travail annuel de l'unité d'audit interne de l'agent principal du programme. En ce qui concerne la ligne de crédit, la Banque centrale de Sri Lanka est dotée d'un département d'audit interne qui rend compte au Conseil monétaire de la Banque centrale. Les rapports d'audit interne seront soumis au FIDA.
35. L'institution supérieure de contrôle des finances – l'Auditeur général de Sri Lanka – a pour mission d'effectuer l'audit des projets financés par des donateurs, en plus de tous les comptes appartenant aux recettes de l'État et l'utilisation des fonds publics. Conformément aux directives du FIDA, les audits internes comprendront un examen des états financiers, du compte désigné et des dépenses figurant dans les états de dépenses. L'Auditeur général donnera son avis sur l'utilisation des ressources dans le cadre des contrats 4P et la gestion des lignes de crédit.
36. Passation des marchés. Le programme adoptera les directives nationales pour la passation des marchés, qui sont dans l'ensemble conformes aux directives du FIDA en la matière ainsi qu'au manuel de passation des marchés. En cas d'incohérence, les directives du FIDA se substitueront aux directives nationales. L'examen et la formulation d'un avis de non-objection par le FIDA, concernant le plan récapitulatif de passation des marchés, sont obligatoires; tout changement sera également subordonné à la formulation d'un avis de non-objection par le FIDA.
37. Gouvernance. Des dossiers d'appels d'offres devront être constitués pour tous les marchés relatifs à l'acquisition de biens, de travaux et de services financés grâce à des ressources fournies ou administrées par le FIDA. Tous les contrats comprendront une disposition en vertu de laquelle les prestataires, les sous-traitants et les consultants sont tenus au respect du principe de tolérance zéro du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption et d'autoriser le FIDA à inspecter leurs comptes, registres et autres documents concernant la soumission de l'offre et l'exécution du contrat, et de les faire vérifier par l'Auditeur général.

## E. Supervision

38. Le FIDA supervisera directement le programme. Une mission de supervision au moins sera organisée chaque année, avec la participation du gouvernement. L'accent sera mis sur des missions d'appui à l'exécution plus fréquentes, en particulier pendant le démarrage et au cours des deux premières années d'exécution. Un examen à mi-parcours devra être effectué au cours de la troisième année.

## IV. Coût, financement et avantages du programme

39. Le déficit de financement de 20,7 millions d'USD pourra être financé par des cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (en vertu de conditions de financement à définir et sous réserve de procédures internes et de leur approbation ultérieure par le Conseil d'administration) ou par un cofinancement identifié pendant la mise en œuvre<sup>1</sup>.

### A. Coût du programme

40. Le total des dépenses d'investissement et des charges récurrentes sur la période d'exécution de six ans, y compris les provisions pour aléas techniques et financiers, est estimé à 105 millions d'USD (17 milliards de roupies sri-lankaises). Le tableau 1 détaille les coûts indicatifs du programme par composante et source de financement; le tableau 2 donne la répartition indicative des coûts par catégorie de dépenses et source de financement.

Tableau 1  
**Coût du programme par composante et source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Institutions financières participantes		Partenaires du secteur privé		Bénéficiaires		Emprunteur/contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Accès aux partenariats commerciaux	18 233	34	18 079	33	-	-	16 967	31	-	-	184	2	53 463
2. Accès au financement rural	13 416	29	-	-	9 821	21	-	-	4 494	10	18 470	40	46 201
3. Gestion du programme et concertation sur les politiques	2 051	38	2 621	49	-	-	-	-	-	-	705	12	5 377
<b>Total</b>	<b>33 700</b>	<b>32</b>	<b>20 700</b>	<b>20</b>	<b>9 821</b>	<b>9</b>	<b>16 967</b>	<b>16</b>	<b>4 494</b>	<b>4</b>	<b>19 359</b>	<b>19</b>	<b>105 041</b>

### B. Financement du programme

41. Sur le coût total du programme, le FIDA accordera un prêt à des conditions mixtes d'un montant de 33,7 millions d'USD. La contribution du gouvernement représente 19,4 millions d'USD, dont 0,345 million d'USD au titre des traitements et 0,65 million sous la forme de droits et de taxes. Les 18,5 millions d'USD restants de la contribution du gouvernement sont composés de soldes cumulés de lignes de crédit établies dans le cadre de précédents projets financés par le FIDA et sont gérés par la Banque centrale de Sri Lanka aux termes du mémorandum d'accord conclu avec le Ministère des finances. Dans le cadre d'un nouveau mémorandum qui sera signé entre la Banque centrale et le Ministère des finances, ces fonds seront mis à disposition par le biais de la ligne de crédit du SAP pour rétrocession aux petits producteurs et agriculteurs. La contribution des institutions financières participantes s'élève à 9,8 millions d'USD, ce qui est conforme à la stratégie de mobilisation de fonds propres auprès desdites institutions afin de les utiliser dans le cadre de la ligne de crédit. Le cofinancement par les partenaires du secteur privé dans le cadre des plans 4P est estimé à 17 millions d'USD, sous la forme de contributions en espèces, en nature ou en fonds de roulement. Les contributions des agriculteurs et des OP sont estimées à 4,5 millions d'USD sous la forme d'épargne ou de contributions en nature.

<sup>1</sup> Les tableaux 1 et 2 ci-après tiennent compte du déficit de financement du prêt du FIDA.

Tableau 2

**Coûts du programme par catégorie de dépenses et source de financement<sup>a</sup>**

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Institutions financières participantes		Partenaires du secteur privé		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Consultants	1 957	31	4 043	65	100	2	-	-	-	-	106	2	6 206
2. Matériel et fournitures	336	41	375	45	-	-	-	-	-	-	107	14	818
3. Crédit	13 097	29	-	-	9 505	21	-	-	4 494	10	18 372	40	45 468
4. Dons et subventions	16 050	36	12 121	27	-	-	16 967	37	-	-	-	-	45 138
5. Ateliers	283	37	417	55	8	2	-	-	-	-	49	6	757
6. Formation	904	26	1 995	59	208	7	-	-	-	-	260	8	3 367
7. Véhicules	246	86	-	-	-	-	-	-	-	-	37	14	283
8. Traitements et indemnités	650	28	1 371	58	-	-	-	-	-	-	345	14	2 366
9. Dépenses de fonctionnement	177	28	378	59	-	-	-	-	-	-	83	13	638
<b>Total</b>	<b>33 700</b>		<b>20 700</b>		<b>9 821</b>		<b>16 967</b>		<b>4 494</b>		<b>19 359</b>		<b>105 041</b>

<sup>a</sup> Les catégories de décaissement seront spécifiées dans l'annexe 2 de l'accord de financement négocié. Un maximum de six catégories de décaissement est envisagé pour permettre une souplesse suffisante pendant la mise en œuvre.

### C. Résumé des avantages et analyse économique

42. Sur la base des deux principaux domaines d'investissement (accès à des partenariats commerciaux et accès au financement rural), les principaux avantages quantifiables qui devraient découler des mesures d'amélioration de l'accès au marché sont les suivants: i) augmentation de la production agricole et extra-agricole et, partant, accroissement des revenus; ii) production guidée par les priorités de la filière à l'égard des OP; iii) sources de revenus plus larges et produits à plus forte valeur ajoutée vendus sur les marchés de consommateurs par des OP; iv) augmentation des revenus grâce aux emplois à court terme et au travail indépendant des villageois locaux; et v) renforcement de l'intégration de la filière, avec des liens en amont et en aval avec les marchés, par les bénéficiaires.
43. Sur la base de l'analyse financière de six modèles mixtes de production de culture et d'activité, le programme devrait se traduire par une augmentation du revenu des ménages de 63% en moyenne. En tenant compte des avantages et des coûts, l'analyse globale du programme indique un taux de rentabilité économique interne (TREI) de 52% et une valeur actuelle nette (VAN) de 349 708 192 USD sur 20 ans. La valeur annuelle de la production augmentera d'environ 56% par rapport à la situation sans programme, alors que les sorties de fonds augmenteront de 65%, y inclus les coûts de la main-d'œuvre. L'analyse de sensibilité a montré que le TREI restait solide, sans rendements négatifs.

### D. Durabilité

44. La pérennité du programme tient compte de l'évolution rapide de l'environnement en Sri Lanka. L'objectif est que, à l'issue du programme, les secteurs privé et bancaire soient à même de poursuivre le développement de leurs relations avec les groupes d'agriculteurs sans avoir besoin de l'intervention du gouvernement ou de partenaires de développement externes.
45. Grâce au mécanisme 4P, la pérennité est implicitement ancrée dans le programme et renforcée par l'amélioration des liens avec le secteur financier officiel en matière de financement rural et de microfinancement. On peut raisonnablement penser que le processus de concertation et de négociation entre les producteurs, leurs représentants et le secteur privé, visant à finaliser les plans d'activité 4P proposés et leur mise en œuvre, permettra d'instaurer un climat de confiance et de normaliser les relations professionnelles. Les mécanismes de partenariat, de par les avantages

mutuels qu'ils offrent, survivront au programme. Les accords passés grâce aux plans d'investissement 4P ont été conçus pour faciliter l'accès des exploitants à des services financiers abordables et établir de bonnes relations commerciales entre les exploitants, les agro-industries et les institutions financières. Les liens sont encore renforcés par les gains continus pour les exploitants. Les interventions au niveau mésoéconomique et macroéconomique par le biais du renforcement des capacités de la Banque centrale de Sri Lanka et des institutions financières participantes favoriseront en outre l'inclusion financière à long terme.

## E. Identification et atténuation des risques

46. Une évaluation détaillée des risques liés à l'exécution réussie et à la réalisation des objectifs du programme a été réalisée. Ces risques sont principalement liés aux problèmes en matière de capacité institutionnelle et opérationnelle, au changement et aléas climatiques et à la volatilité des marchés. Si des mesures d'atténuation efficaces sont mises en œuvre, les risques résiduels sont considérés comme gérables. Les principales mesures d'atténuation des risques sont les suivantes: attention accrue portée à l'évaluation et au renforcement correspondant de la capacité institutionnelle, avec un accès à un plus large éventail de prestataires d'assistance technique et de services, notamment la participation d'organismes publics et privés; procédures d'évaluation et d'estimation rigoureuses et transparentes (pour les programmes 4P proposés, les plans d'activité, les technologies, etc.), des consultations étant menées avec toutes les parties prenantes; et stratégie spécifique d'intensification de l'engagement du secteur privé et financier dans le programme par les mécanismes de partage des coûts et des risques du modèle 4P. Les mesures d'atténuation du risque fiduciaire sont détaillées à la section B ci-dessus.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

47. Le SAP est en parfaite adéquation avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, en vue d'atteindre ses objectifs stratégiques qui se renforcent mutuellement. Il favorise notamment l'investissement dans les capacités productives et encourage une participation plus efficace et plus poussée des marchés par le biais des partenariats 4P. En outre, les principes d'engagement (ciblage; autonomisation; égalité entre les sexes; innovation, apprentissage et reproduction à plus grande échelle; et partenariats) sont entièrement intégrés au programme grâce au mécanisme 4P et à l'approche de renforcement institutionnel et à ses modalités d'exécution. La conception du programme s'inscrit dans le droit fil des politiques et stratégies du FIDA en matière de partenariat, de financement rural, de ciblage et de prise en compte de la problématique hommes-femmes, de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, de changement climatique et de Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique et de reproduction à plus grande échelle. Le risque environnemental et social est de niveau B; le risque climatique est jugé modéré.

### B. Alignement et harmonisation

48. Le programme est parfaitement aligné sur les priorités du gouvernement en matière de réduction de la pauvreté, notamment les efforts consentis pour favoriser les partenariats public-privé dans l'intérêt des populations rurales, et améliorer l'inclusion financière; il soutient les initiatives du gouvernement en la matière. Outre les partenariats directs établis dans le cadre des accords 4P avec les organismes publics compétents et les partenaires du secteur privé et bancaire, le SAP tentera d'établir des liens complémentaires solides avec le récent Programme de modernisation du secteur agricole (ASMP) financé par la Banque mondiale, en particulier dans le domaine de la participation à l'élaboration des politiques et de la concertation sur les politiques pour un certain nombre de questions émergentes. Dans le domaine de la nutrition, le SAP recensera les premières mesures à prendre

pour contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique en matière de nutrition promue dans le cadre de l'Initiative renforcer la nutrition.

### C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

49. Le SAP facilite la mise en place d'une base solide pour l'utilisation et la reproduction à plus grande échelle de l'approche et des principes innovants de la méthode 4P; l'intégration et le renforcement des capacités des OP leur permettant de se transformer en entreprises agricoles dans le cadre du modèle 4P; la promotion de nouvelles technologies axées sur la demande par les partenaires 4P; et, en complément, des innovations pour la prestation de services financiers favorisant l'inclusion financière.
50. La gestion et la diffusion systématiques et éminemment participatives des savoirs permettront de constituer une base solide pour permettre aux parties prenantes nationales (agriculteurs/producteurs, acteurs du secteur privé et financier/bancaire) de prendre des décisions éclairées lors de la négociation d'accords mutuellement bénéfiques, sans intervention externe. Les principes, processus, outils et produits financiers soutenus par le SAP sont conçus pour être mis à profit aux fins de la reproduction à plus grande échelle.
51. La reproduction à plus grande échelle spécifique au secteur financier rural prendra la forme suivante: i) renforcement des liens avec des banques commerciales et autres institutions financières et mobilisation de leurs ressources; ii) utilisation des mécanismes de ligne de crédit déjà financée par le FIDA; iii) introduction/inclusion d'institutions de microfinancement; iv) test et déploiement de produits financiers spécifiquement adaptés; v) aide au renforcement des connaissances financières des individus et des OP; et vi) développement et déploiement de directives opérationnelles au sein du cadre réglementaire du microfinancement.

### D. Participation à l'élaboration des politiques

52. Le programme propose des mesures spécifiques pour mettre en place un environnement politique favorable au développement équitable et durable d'agro-industries approvisionnées par des petits agriculteurs. À cette fin, le programme relatif à la concertation sur les politiques s'appliquera d'abord à créer un espace pour la concertation sur les politiques; à élaborer les outils et les plateformes à l'appui de cette concertation; et à créer une culture de l'apprentissage et de la gestion des savoirs pour analyser l'expérience de la mise en œuvre et la communiquer au gouvernement (approches et modèles appropriés ayant fait leurs preuves, susceptibles d'être reproduits à plus grande échelle et adoptés) afin qu'il en soit tenu compte dans les politiques, stratégies et programmes nationaux, le cas échéant. Par ces mesures, le programme tentera de mettre en pratique l'analyse politique.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

53. Un accord de financement entre la République socialiste démocratique de Sri Lanka et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
54. La République socialiste démocratique de Sri Lanka est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
55. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

56. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République socialiste démocratique de Sri Lanka un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à trente-trois millions sept cent mille dollars des États-Unis (33 700 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Houngbo  
Le Président

# Negotiated financing agreement: "Smallholder Agribusiness Partnerships (SAP) Programme"

(Negotiations concluded on 8 April 2017)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Programme Title: Smallholder Agribusiness Partnerships (SAP) Programme (the "Programme")

The Democratic Socialist Republic of Sri Lanka (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## Section B

1. The amount of the Loan is thirty three million seven hundred thousand United States dollars (USD 33 700 000).
2. The Loan is granted on blend terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a fixed rate of 1.25 per cent and in addition a service charge of 0.75 per cent per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years, starting from the date of approval by the Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

5. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 May and 15 November.
6. There shall be one Designated Account denominated in USD (the "Designated Account") opened by the Borrower at the Central Bank of Sri Lanka (CBSL), through which the proceeds of the IFAD Financing shall be channelled.
7. There shall be two programme accounts opened at Bank of Ceylon or another bank designated by the Borrower, respectively for IFAD and GoSL funded expenditures.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Programme in an approximate amount of nineteen million four hundred thousand United States Dollars (USD 19 400 000) comprising the estimated amount of eighteen million four hundred thousand United States Dollars (USD 18 400 000) towards the line of credit (LOC) for on-lending to beneficiaries which will be held in a segregated account at CBSL. The remaining approximate amount of one million USD will cover taxes and duties related to the Financing, and salaries of Government staff.

### Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Presidential Secretariat.
2. The following are designated as additional Programme Parties:
  - (i) The Mahaweli Authority;
  - (ii) CBSL.
3. The Programme Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### Section D

The Financing will be administered and the Programme supervised by the Fund.

### Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
  - (a) The Programme Implementation Manual ("PIM"), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.
  - (b) The Programme Director, Finance Manager, Agribusiness Manager and the Monitoring and Evaluation (M&E) Officer are appointed, transferred or moved from the Programme Management Unit (PMU) without the prior concurrence of the Fund.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Borrower has duly opened the Designated Account and the programme accounts specified in paragraphs B.6 and B.7 above;
- (b) The Borrower has established the National Steering Committee (NSC) and the PMU in accordance with section II paragraph A7 of Schedule 1 to this Agreement;
- (c) The Borrower has appointed the PMU Programme Director and Finance Manager with terms of reference and qualifications acceptable to the Fund; and
- (d) The Borrower has prepared a draft PIM as described in section II of Schedule 1, in form and substance satisfactory to the Fund.

3. The following is designated as additional specific condition precedent to withdrawal:

- (a) No funds will be disbursed under Category III "Credit" before the Borrower and CBSL have entered into a Subsidiary Loan Agreement (SLA) as outlined in section II paragraph B11 of Schedule 1 to this Agreement, in form and substance satisfactory to the Fund.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

DEMOCRATIC SOCIALIST REPUBLIC OF SRI LANKA

\_\_\_\_\_  
(Authorised Representative)  
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Gilbert F. Houngbo  
President

## Schedule 1

### Programme Description and Implementation Arrangements

#### I. Programme Description

1. Programme area. The Programme built on a demand driven basis will have national coverage and preference will be given to low income districts and where agri-production potential is high. (the "Programme Area").

2. Target Population. The Programme target group will comprise 57,500 poor rural households with the potential to become active economic players in a diverse array of value chains and under the framework of Public-Private-Producer Partnership (4P) schemes.

3. Goal. The goal of the Programme is to contribute to Sri Lanka's smallholders' poverty reduction and competitiveness.

4. Objectives. The objective of the Programme is to sustainably increase the income and quality of diet of 57,500 smallholder households involved in commercially-oriented production and marketing system.

5. Components. The Programme shall consist of the following Components:

5.1 Component 1. Access to commercial partnerships. This component will focus on the establishment of Public-Private-Producer Partnerships (4Ps) and on the institutional strengthening and capacity building of producer groups within a market-driven model.

Sub-Component 1.1. Establishing 4Ps. The programme will support the establishment of market-driven 4Ps under the following three categories, (i) new 4Ps schemes led by private companies, (ii) geographical/ outreach expansion or scaling-up of NADeP-supported 4P schemes; and (iii) new 4P schemes explicitly working with producer/ farmer organizations. The Programme will also provide targeted support to rural youth to become entrepreneurs, and to respond to the demand for services generated along the value chain in complement to the 4Ps.

Sub-Component 1.2. Institutional strengthening and capacity building of producer groups. The programme will aim to support capacity building of FOs. The start-up funding at group (FO) level will be complemented with support in the form of business mentoring, training, exchange visits and digressive support to FOs for their management.

5.2 Component 2. Access to rural finance. This component will aim at facilitating access to rural financial services in a sustainable manner and at affordable rates through the following sub-components:

Sub-Component 2.1. Financing of 4Ps. The Programme shall focus on the establishment of a line of credit (LOC) under the Regional Development Department (RDD) of the CBSL that shall be used exclusively to refinance the Participating Financial Institutions (PFIs) providing financial services and targeted products to programme beneficiaries.

Sub-Component 2.2: Institutional strengthening for the financial services sector. The CBSL will be supported in the elaboration and dissemination of new regulations for the microfinance sector, thus ensuring adequate participation opportunities for rural communities, and in-training of licensed MFIs on these new regulations.

Furthermore, some critical support to PFIs, including commercial banks and deposit-taking MFIs, will be provided to enhance their capacity in rural, micro and agricultural finance for low income groups, mostly through training and technical assistance.

5.3 Component 3. Programme management and policy dialogue. This component will focus on activities to manage and facilitate the implementation of the operational activities under the two other components through:

Sub-Component 3.1. Programme and knowledge management. Under the programme the following measures will be undertaken: (i) establishment of management, finance and administrative procedures including accounting, auditing and a monitoring and evaluation system in line with IFAD guidelines, (ii) recruitment of institutional service providers where required, (iii) development of specialised studies, training manuals and information and communication materials to facilitate knowledge management among the programme stakeholders, and (iv) priority cross-cutting issues such as nutrition and natural resources management/climate change adaptation will be pursued at a high-level.

Sub-Component 3.2. Policy dialogue. The Programme will support activities aiming at improving the policy environment for equitable and sustainable smallholder farmer-sourced agribusiness development under two broad thrusts: (i) creation of space for policy dialogue between stakeholders and support that dialogue through 4P multi-stakeholders meetings at national level, and (ii) analysis of the lessons of the programme implementation experience in order to promote the scaling-up of successful approaches.

## II. Implementation Arrangements

### A. Organisation and management

6. Lead Programme Agency ("LPA"). The Presidential Secretariat shall be the LPA and shall have overall responsibility for the implementation of the Programme.

#### 7. National Steering Committee ("NSC")

7.1 Establishment and Composition. The NSC shall be chaired by the Secretary to the President or his/her representative and will comprise inter alia, current members representing government or government agencies, plus representatives of the Mahaweli Authority, the Department of Export Agriculture of the Ministry of Primary Industries. It will additionally include representation from the Ceylon Chamber of Commerce, CBSL and a representative of the participating financial institutions.

7.2 Responsibilities. The NSC will provide programme oversight and direction and will meet at least twice-yearly to (i) review and approve the Annual Work Plan and Budgets prior to its submission to IFAD for no objection, and (ii) review implementation and financial progress. In addition the NSC will (i) appoint the 4P evaluation committee, (ii) endorse the 4P schemes to be submitted to IFAD for no objection; and (iii) endorse the policy issues prioritised for follow-up action.

## 8. Programme Management Unit ("PMU")

8.1 Establishment and Composition: The PMU will absorb the current staff of the NADeP PMU, and will be further strengthened with additional positions. The key managerial staff, as described in the PIM, will be selected according to the Borrower applicable procedures to the extent these are acceptable to the Fund and their recruitment shall be subject to the Fund's non objection.

8.2 Responsibilities: The PMU will be an autonomous administrative and financial unit delegated to manage the programme. The PMU key functions will relate to planning, coordination, facilitation and brokerage (amongst 4P stakeholders), and monitoring and evaluation. The PMU will also be responsible for implementing all operational-level fiduciary functions including (i) preparation of the Annual Work Plan and Budget and procurement plan, and (ii) submission of application to withdraw advances from the Designated Account.

9. Other partnerships. In addition to the direct partnerships to be established under the 4P arrangement the Programme will seek to establish strong and complementary linkages with the World Bank Agriculture Sector Modernization Project (ASMP) under the Ministry of Primary Industries, supporting the development of agribusiness companies and eligible producers organisations in order to build linkages and synergies.

## B. Implementation of Programme Components

10.1 Component 1. Access to commercial partnerships. Within the first six months of Programme implementation, the PMU will (i) facilitate and broker the 4Ps schemes through sensitization and awareness raising in the lead up to programme effectiveness, (ii) be responsible for inviting expressions of interest and will conduct an independent assessment of the proposals received and (iii) take the lead for 4P development and appraisal. Once the 4P has been approved it is expected that the private sector will take the lead in brokering the partnership and support of financial institutions. In terms of institutional strengthening of FOs, the Mahaweli Authority will be a key partner.

10.2 Component 2. Access to rural finance. A Line of Credit (LOC) will be established for the Programme, consolidating the lines of credit established under previous IFAD-funded projects with new funding for credit under SAP. The Borrower and CBSL will enter into a Subsidiary Loan Agreement (SLA) governing the management of the LOC, which will be subject to IFAD no objection. The Regional Development Department (RDD) of the CBSL will administer the LOC, whose operational procedures, including reporting requirements and oversight – external and internal audit - will be detailed in the SLA. In turn, the CBSL will enter into SLAs with PFIs in order to determine the terms and conditions of the sub-loans. As part of the exit strategy, the LOC will be transformed into a revolving fund - Farming System Sustainability Fund (FSSD) - dedicated to short medium and long terms loan for agriculture, by the end of the programme.

10.3. Component 3. Programme management and policy dialogue. The PMU will have the overall responsibility for policy dialogue, led by the Programme Director.

11 Monitoring and Evaluation. Building on NADEP experience and systems, the programme will set up a participatory and decentralized M&E system that will be part of a larger MIS system to be developed within the first year of implementation, and which will serve as an information and knowledge sharing platform by generating comprehensive and reliable information to improve planning and decision making for results-based management during the programme life. All data will be disaggregated by sex and age where applicable, so as to be able to produce information on different target groups and beneficiaries.

12. Mid-Term Review. The LPA and the Fund shall jointly carry out a review of the Programme Implementation at the end of programme year three (the "Mid-Term Review").

13. Programme Implementation Manual (PIM). Preparation. The LPA shall prepare a PIM acceptable to the Fund, drawing on the existing PIM of NADeP. The PIM shall include among other arrangements: (i) institutional coordination and day-to-day execution of the Programme; (ii) Programme budgeting, disbursement, financial management, procurement, monitoring and evaluation, reporting and related procedures; (iii) detailed description of implementation arrangements for each Programme component; and (iv) such other administrative, financial, technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for the Programme.

14. Approval and Adoption. The LPA shall forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The LPA shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and the LPA shall promptly provide copies thereof to the Fund. The Borrower shall carry out the Programme in accordance with the PIM and shall not amend, abrogate, waive or permit to be amended, abrogated, or waived, the aforementioned manual, or any provision thereof, without the prior written consent of the Fund.

## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage net of tax, counterpart and beneficiary contributions
I. Consultancies and non-consulting services	2 830 000	100%
II. Equipment and materials	520 000	100%
III. Credit	11 790 000	100%
IV. Grants	14 450 000	100%
V. Recurrent costs	740 000	100%
Unallocated	3 370 000	
<b>TOTAL</b>	<b>33 700 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Consultancies and non-consulting services” includes training and workshops;

“Equipment and materials” includes vehicles;

“Recurrent costs” includes salaries and allowances of staff, and operating costs.

### Schedule 3

#### Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on Programme:

1. Gender. The Borrower shall develop a gender strategy for the Programme to ensure that gender concerns shall be reflected, in order to offer equal opportunities under the Programme to men, women and youth.
2. Implementation. The Programme will adhere with IFAD policies and strategies for environment and natural resources management, climate change and social and environmental and climate assessment.
3. Accounting. The Programme will procure an accounting software meeting IFAD's requirements for financial reporting. The system will be in place and finance staff trained in its usage at implementation start-up.

Line of credit (LOC). The Borrower will ensure that one consolidated line of credit is established to be utilised for the Programme, drawing on funds from previous IFAD-financed lines of credit and new financing. The LOC will be held in a segregated account at CBSL and will be governed by an MOU between the Borrower and CBSL.

# Logical framework

Results Hierarchy	Indicators <sup>2</sup>					Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	YR1	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Goal:</b> Contribute to Sri Lanka's smallholders poverty reduction and competitiveness	▪ % of households with improvements in asset ownership (RIMS 3 <sup>rd</sup> level)	0		30%	70%	RIMS; Impact surveys; National database	Yearly; baseline/ completion	LPA; Programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>Political commitment</li> <li>Stable macro-economic conditions</li> </ul>
	▪ Prevalence of childhood malnutrition in the programme area reduced	0		5%	10%				
<b>Development Objective:</b> Sustainably increase the income and quality of diet of smallholders (57,500 hhs) involved in commercially-oriented production and marketing systems	▪ % of supported households reporting an increase in income (60% on average) (RIMS 2 <sup>nd</sup> level)	0		40%	70%	RIMS; AOS; IP reports	Yearly	Programme; IPs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Availability and uptake of GAP and technologies</li> <li>Steady market demand and conditions</li> </ul>
<b>Outcomes/ Components:</b> <b>Outcome 1:</b> Improved access of smallholder farmers and their organizations to markets in partnership with the private sector	▪ % of 4P partnerships/ agreements in operation after 3 years (RIMS 2 <sup>nd</sup> level)	0		50%	75%	Progress reports; IP reports;	Yearly	Programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>Willingness and mutual benefits to producers and companies</li> </ul>
	▪ % increase in average volume and value of sales through 4P agreements	0		15%	40%	AOS; market studies	Bi-annually	IPs; Programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>Steady market demand and conditions</li> </ul>
<b>Outputs:</b> 1.1 4P business arrangements in place	▪ No. of farming households engaged in 4Ps implemented	20 000	30,000	45 000	57,500	Rapports de situation	Bi-annually	Programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>Willingness and mutual benefits to producers and companies</li> <li>Mature institutions</li> </ul>
1.2 Organizational strengthening and capacity development of producer organizations and their members	▪ % of supported rural producers members of rural producers organizations reporting new or improved services provided by their organization (disaggregated by sex and age)*	0		33%	50%	AOS; particip. Surveys; Progress reports	Yearly	Programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>Commitment and willingness of beneficiaries and their institutions</li> <li>Favourable and stable market conditions and demand</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ % of programme-supported producer groups registered</li> <li>▪ Number of female and male members trained in nutrition</li> </ul>	0		40%	70%				

<sup>2</sup> Baseline will be refined within three months of entry into force

Results Hierarchy	Indicators <sup>2</sup>					Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	YR1	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Outcome 2:</b> 57,500 households supported under SAP have access to rural financial services in a sustainable manner and at affordable rates	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of programme beneficiaries (40% female) in rural areas accessing targeted and pro-poor financial services (disaggregated by sex and age)*</li> </ul>	6 000	38,000	45 000	57 500	CBSL and PFI reports; Progress reports	Yearly	Programme; CBSL; PFIs	<ul style="list-style-type: none"> <li>CBSL and PFI commitment</li> </ul>
<b>Outputs:</b> 2.1 Small producers access targeted and pro-poor financial products	<ul style="list-style-type: none"> <li>Funds leveraged through PFI own-resources (as % of total loans outstanding funded from the LOC)</li> <li>Number of rural youth (40% female) receiving credit to finance their income generating activity (disaggregated by sex and age)*</li> </ul>	0		25%	45%	Rapports de situation	Bi-annually	Programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>Willingness of PFIs and enabling regulatory framework</li> </ul>
2.2 Institutional strengthening and capacity building of Central Bank and PFIs	<ul style="list-style-type: none"> <li>PAR &lt;30 days of PFIs</li> <li>Share of agricultural loans in total loan portfolio</li> </ul>	N.A.		5% +1% point	3% +2.5% points	CBSL/ PFI reports	Bi-annually	CBSL; PFIs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Stable macro-economic conditions</li> </ul>
<b>Outcome 3:</b> Improved policy environment for equitable and sustainable smallholder farmer-sourced agribusiness development	<ul style="list-style-type: none"> <li>No. of existing/ new laws, regulations, policies or strategies to which SAP has contributed to that are proposed for approval, ratification, or amendment to policy makers</li> </ul>	0		3	6	Progress reports	Yearly	Programme; CCC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Quality, relevance and acceptability of recommendations of analysis</li> </ul>
<b>Output:</b> 3.1 Analysis conducted on prioritised policy issues/constraints and programme models/lessons learned	<ul style="list-style-type: none"> <li>No. of studies carried out</li> </ul>	0	2	8	18	Progress reports	Yearly	Programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>Focus of PMU on policy agenda maintained</li> </ul>